

Attestation

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles ils sont confrontés.

Fait à Paris, le 11 mai 2008

Le Président de la Société
Soft Computing

Eric FISCHMEISTER

RAPPORT DE GESTION

établi par le Conseil d'Administration et présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 19 mai 2009

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2008 et de soumettre à votre approbation les comptes dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Il vous sera ensuite donné lecture des rapports des Commissaires aux Comptes.

I. LE GROUPE

L'exercice 2008 se solde par une croissance organique de 6.1 %, supérieure à la croissance estimée de notre marché.

Après un premier trimestre en demi-teinte, nous avons réalisé trois trimestres satisfaisants malgré un ralentissement sur la fin de l'année.

Soft Computing a profité du redéploiement des ressources humaines et du recrutement réalisé en 2008. Ainsi, le turnover a baissé et le recrutement s'est professionnalisé. Les effectifs productifs ont progressé de 7 % par rapport à 2007 de manière relativement équivalente sur les deux semestres.

La marge brute par salarié est restée stable, à la fois sur le taux d'activité (79 % vs 78 % en 2007) et sur le prix de vente journalier. Compte tenu de la tension sur les salaires rencontrée en début d'année 2008, la productivité, mesurée comme le rapport entre la marge brute et les salaires productifs, a baissé de 3 %.

Les pôles Technologie (64 % du C.A.) et Marketing Services (24 % du C.A.) ont réalisé respectivement 7 et 8 % de croissance. Le pôle Conseil est resté stable sur la période et représente 12 % de l'activité globale du groupe.

Le dernier semestre 2008 a affiché une croissance d'un peu plus de 5 % par rapport au second semestre 2007. Le recours à la sous-traitance ayant baissé, la marge brute a évolué de plus de 8 %. Cette performance a été réalisée dans le contexte de la crise internationale naissante.

En terme de rentabilité, le résultat opérationnel courant consolidé de l'année 2008 ressort à 1 335 K€, soit 3,6 % du Chiffre d'Affaires, en hausse de 34 % par rapport à l'exercice 2007, tandis que le résultat net part du groupe s'établit à 1 214 K€ soit 6 fois plus élevé que celui de 2007.

A. Faits marquants de l'exercice

L'année 2007 a été consacrée à une profonde mutation interne destinée à affuter l'ensemble des fonctions et coûts non opérationnels. L'enjeu était de se doter d'une structure apte à accompagner la croissance des prochaines années dans une logique plus industrielle et à dégager durablement une meilleure rentabilité opérationnelle. L'année 2008 a naturellement profité de ces travaux et a été focalisée sur l'optimisation de la rentabilité opérationnelle et la proximité avec nos clients, d'autant plus qu'ils entraient dans une crise profonde. En 2008, nous avons tiré profit des actions suivantes :

- Simplification de l'organisation juridique : la fusion juridique des différentes entités du groupe, effective au premier janvier 2008, nous a permis de travailler dans un contexte de simplification de nos processus administratifs et de renforcer notre compétitivité commerciale en particulier dans le cadre **des référencements auprès des grands comptes**.
- Regroupement sur un site unique : le regroupement de nos équipes parisiennes a allégé nos frais généraux. La proximité physique de toutes les équipes a également amélioré notre efficacité opérationnelle et notre réactivité commerciale.
- Externalisation de nos infrastructures informatiques : à l'occasion du déménagement, nous avons procédé à l'externalisation de la gestion de nos infrastructures informatiques auprès d'un hébergeur technique spécialisé. Outre une baisse de nos coûts d'exploitation informatique, cette initiative nous permet d'offrir de nouveaux services temps réel autour de leurs sites Internet à nos clients du pôle Marketing Services.
- Réorganisation de la Direction des Ressources Humaines : menée courant 2007, tant au niveau des équipes que des processus et des outils, la réorganisation nous a dotés des moyens nécessaires pour accompagner notre développement en 2008 tout en maîtrisant notre turn-over.
- Forces commerciales intégrées dans les pôles : considérant que la taille de chacun des pôles le justifiait dorénavant, nous avons procédé à la bascule progressive des forces commerciales transversales dans les pôles opérationnels, seules les fonctions marketing et de télé opérations restent mutualisées. Par l'amélioration de la réactivité qu'elle apporte, cette évolution d'organisation a contribué à améliorer notre efficacité commerciale en 2008.
- Plan stratégique 2012 : le plan précédent (2004-2008) arrivant à expiration, nous avons construit un nouveau plan stratégique à horizon 2012. L'accent a été clairement mis sur une

optimisation de notre rentabilité. Réaffirmant notre positionnement de spécialistes sur nos trois domaines d'expertises – Business Intelligence, CRM et e-Business – nous avons précisé les rôles respectifs de nos trois pôles afin de garantir une meilleure efficacité sur toute la chaîne de valeur.

B. Evènements importants survenus entre la date de clôture et la date du rapport de gestion

La transmission Universelle du Patrimoine de Soft Computing Média à Soft Computing est effective à compter du 1^{er} janvier 2009.

C. Activité

1 – Présentation

Soft Computing est une société de conseil et de services spécialisée en Gestion de la Relation Client (CRM), Pilotage de la Performance (Business Intelligence) et e-Business. La société compte 360 salariés et propose des prestations de Conseil, de Technologie et de Marketing Services auprès des Directions Métiers et des Directions Informatiques de ses clients, principalement grands comptes.

Les actions de la société Soft Computing sont cotées sur le compartiment C de NYSE Euronext Paris (ISIN : FR0000075517, Reuters : SFT.PA, Bloomberg : SFT.FP) et font partie de l'indice IT.CAC Allshares. L'introducteur - Teneur de Marché est la société Oddo.

2 – Activité 2008 et chiffres clés consolidés (en IFRS)

En K€	2008	2007	2006
Chiffre d'affaires	36 618	34 526	32 874
Résultat opérationnel courant	1 335	996	671
Résultat net	1 214	180	301
Capitaux Propres (part du groupe)	11 017	10 147	10 137
Trésorerie nette	4 557	2 499	2 442
Actif non courant net (*)	6 532	6 824	6 606
Total du bilan	23 063	22 466	21 143

(*) y compris écarts d'acquisition

3 – Endettement financier

Les dettes financières s'élèvent à 346 K€, et sont constituées d'une avance conditionnée consentie par l'ANVAR pour 240 K€, du financement d'immobilisations en location longue durée pour 102 K€ et de 4 K€ en concours bancaires. L'avance ANVAR a été consentie en 2006 dans

le cadre d'un projet de développement d'une plate forme générique d'améliorations de la qualité et d'enrichissement de données « tiers » et services associés.

4 – Evolution du Chiffre d'affaires 2008

Le Chiffre d'affaires du groupe Soft Computing ressort à 36,6 millions d'euros, en hausse de 6.1% par rapport à l'exercice 2007, supérieure à la croissance estimée de notre marché.

En 2008, le secteur bancaire reste majoritaire dans le Chiffre d'Affaires (51 % en 2008 comme en 2007). Ce maintien s'est réalisé sous l'effet du dynamisme de la Banque de détail, et au détriment de la Finance. La Distribution, incluant le eCommerce, le Luxe et la VPC, voit sa part progresser une nouvelle fois, en passant de 14 à 15 % du Chiffre d'Affaires. L'Industrie et les télécommunications baissent respectivement de 1 et 2 points pour passer à 10 et 11 % des ventes

Les pôles technologie et services opérationnels ont progressé respectivement de 7% et 8%, tandis que le pôle conseil est resté stable.

La part de l'étranger représente environ 6 % de l'activité globale 2008.

5 – Autres éléments du compte de résultat

Le compte de résultat présente un résultat opérationnel courant de 1 335 K€ (contre 996 K€ en 2007) soit une hausse de 34 % par rapport à l'année 2007. Cette amélioration significative est liée à une bonne performance opérationnelle structurée autour d'un nouveau plan stratégique mis en place à la fin du premier semestre 2008, et à l'abaissement des coûts de structure. Cette amélioration a été progressive au cours de l'année, avec un second semestre particulièrement efficace, affichant un ROC/CA de 5,3%.

Le poste « autres produits et charges opérationnels » s'élève à 201 K€ contre un montant de - 678 K€ en 2006. Ce poste fortement déficitaire en 2007 était lié à des restructurations internes importantes qui ont eu lieu au premier semestre et au déménagement réalisé au second semestre. En 2008, les 201 K€ correspondent à un profit exceptionnel réalisé sur des droits complémentaires de cession du logiciel Soft rules.

Le résultat financier est positif et en hausse (19 K€ en 2008 contre 10 K€ en 2007). La société a subi des pertes complémentaires sur une partie de ses placements monétaires de trésorerie 2007 qui étaient liés sans que nous le sachions à des « subprimes ».

Les comptes consolidés 2008 font apparaître une charge d'impôts différés de 341 K€ correspondant à la reprise des reports fiscaux déficitaires antérieurement activés. Cette charge est sans impact sur la trésorerie.

D. Evolution récente et perspectives d'avenir

Dans un contexte de crise, nous disposons de bases solides pour aborder l'exercice 2009 :

- Une base de clientèle solide et renouvelée : nous avons conquis en 2008 une soixantaine de nouveaux clients et surtout renforcé nos relations avec la plupart de nos clients importants.

- Un carnet de commande solide : le Chiffre d'Affaires embarqué pour 2009 à fin 2008 est en croissance par rapport à ce qu'il était 12 mois plus tôt, ce qui est rassurant dans un contexte difficile.
- Des effectifs en hausse : dans un modèle de développement où une grande partie de la croissance est réalisée par une augmentation des effectifs, nous comptons à fin décembre 2008 sur une croissance embarquée des effectifs opérationnels.
- Des coûts non productifs en baisse : les différentes actions d'optimisation interne menées nous permettent d'absorber une croissance de notre activité avec une structure de coûts non productifs réduite.
- Une structure financière solide : les niveaux de cashflow d'exploitation et notre structure financière restent particulièrement sains avec un endettement proche de zéro et une trésorerie positive de plus de 4,5 millions d'euros, sans recours à l'affacturage.

II. LA SOCIETE MERE

A. Examen du compte de résultat

Les comptes qui vous sont présentés ont été établis selon les mêmes formes et les mêmes méthodes que celles retenues pour l'exercice clos le 31 décembre 2007. Il faut toutefois noter la fusion réalisée avec la société Soft Computing Technologies au 1^{er} janvier 2008 qui a eu pour effet de doubler la taille de la société Soft Computing en 2008.

La société Soft Computing a réalisé en 2008 un chiffre d'affaires de 36,7 M€, en progression de 81 % sur l'année précédente.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à un bénéfice de 1,6 M€, en hausse comparé à 2007 (0,5 M€).

Le résultat financier 2008 est défavorable (-104 K€) du fait d'une provision de 127 K€ sur les actions propres (baisse du cours de Soft Computing avant la réduction de capital par voie d'annulation des actions propres) et de la perte de trésorerie liée au « subprimes » 2007 (voir ci-dessus). Les produits financiers s'élèvent à 116 K€.

Le résultat exceptionnel 2008 (favorable de 131 K€) bénéficie du profit exceptionnel réalisé sur des droits complémentaires de cession du logiciel Soft rules.

Le résultat net 2008 est un bénéfice de 1 315 K€, à comparer à une perte de 8 K€ en 2007. Cet écart est lié à l'amélioration de la rentabilité en 2008 renforcée par le doublement de la taille de la société post fusion, et au coût non récurrent de la réorganisation de la société subie en 2007.

B. Examen du bilan

Actif immobilisé : Celui-ci passe de 9,7 M€ à 9,1 M€ sur l'année 2008. Cette baisse s'explique par la sortie des titres de participation de la société Soft Computing Technologies (SCT) avec pour contrepartie la constatation d'un mali de fusion dont la valeur correspond à celle des titres de participations diminuée de la situation nette de SCT au 31/12/2007 soit 1 M€.

Actif circulant : Celui-ci passe à 17 M€ contre 12 M€ sur l'année 2007, en raison de la fusion. A noter une très nette amélioration de la trésorerie grâce au bon niveau de la marge brute d'autofinancement et à l'amélioration du BFR.

Capitaux propres : Ceux-ci augmentent par rapport à l'année 2007 et passent à 14,3 M€ grâce à l'amélioration du résultat. La société a fait l'objet d'une réduction de capital par voie d'annulation de ses actions propres pour un montant de 57 K€

Dettes : Les dettes s'élèvent à 11,1 M€ contre 7,5 M€ en 2007. Cette hausse est liée à la fusion.

C. Activité en matière de R & D

Les marques Soft Computing ainsi que les noms de domaine Internet correspondants sont déposés en France par Soft Computing.

Le groupe ayant formalisé son processus de recherche et développement a obtenu fin 2002 la qualification d' « entreprise innovante » par l'ANVAR. Cette qualification a été renouvelée en 2006.

Sur les 4 dernières années, des solutions ont été développées :

- un logiciel d'ASP dans le domaine de l'adresse en 2004
- une solution MFA pour du marketing opérationnel en 2005
- un programme de développement d'une plate forme générique d'améliorations de la qualité et d'enrichissement de données « tiers » et services associés en 2006/2007.

Les coûts relatifs au développement du logiciel d'ASP dans le domaine de l'adresse ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2004 pour un montant de 32 K€. L'amortissement de l'exercice s'élève à 6 K€.

Les coûts relatifs au développement d'un logiciel de MFA ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2005 pour un montant de 34 K€. L'amortissement de l'exercice s'élève à 7 K€.

Les coûts relatifs au développement d'une plate forme générique d'amélioration de la qualité et d'enrichissement de données "tiers" et services associés ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2006 pour un montant de 35 K€. En 2007, la totalité des 35 K€ a fait l'objet d'un amortissement en raison des faibles perspectives de réussite commerciale du projet.

D. Actions propres

Soft Computing a procédé à l'achat de ses propres actions en vue de l'attribution d'options d'achat d'actions aux salariés, acquises conformément à l'autorisation des assemblées générales des 14 avril 2000, 14 juin 2002, 12 décembre 2003 et 27 mai 2005.

En Février, la société a acquis 70 000 de ses propres actions à un coût unitaire de 3,17 €
En juin, la société a acquis 51 340 de ses propres actions à un coût unitaire de 3,20 €

En parallèle, la société a procédé à l'acquisition d'actions propres en petites quantités au 2^{ème} semestre.

282 519 actions propres ont été annulées lors de la réduction de capital décidée par le conseil d'administration du 22 septembre 2008.

A la clôture il reste :

Quantité achetées : 6 769 actions

Prix d'acquisition moyen : 2,40 €

Montant : 16 257,52 €

Frais de courtage : 3 803 €

Valorisation de l'action au 31 décembre 2008 : 2,69 €

A la clôture de l'exercice 2008, les actions propres ont une valeur d'inventaire de 15 706.80€ avec un cours moyen unitaire du mois de décembre 2008 de 2,48 €.

E. Changement de méthodes comptables

Aucun changement de méthode n'est constaté sur l'exercice.

F. Situation et évolution de l'activité des filiales

Soft Computing Média (ex-Culture et Société Média) a cessé son activité commerciale depuis mi 2001 en raison de l'effondrement du marché de la régie internet.

G. Renseignement relatif à la répartition du capital

Il n'y a pas eu de changements majeurs sur le contrôle de Soft Computing en 2008. La part d'auto détention est passée à 0.23% du capital.

	Au 31 décembre 2007			Au 31 décembre 2008		
	Nombre d'actions	% capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% capital	% des droits de vote
Eric FISCHMEISTER	935 474	28,89%	33,95%	935 474	31,65%	35,91%
Gilles VENTURI	930 000	28,72%	35,74%	932 000	31,53%	37,84%
Soft Computing (Autodétention)	163 789	5,06%	3,17%	6 769	0,23%	0,14%
Autres (1)	195 217	6,03%	7,52%	196 017	6,63%	7,98%
Public	1 013 987	31,31%	19,62%	885 688	29,96%	18,13%
TOTAL	3 238 467	100,00%	100,00%	2 955 948	100,00%	100,00%

(1) Actionnaires inscrits au nominatif

NB : La proportion du capital de Soft Computing détenue par ses salariés au travers d'une gestion collective est inférieure à 3%.

H. Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 1 315 969 € que nous vous proposons d'affecter au report à nouveau.

Par ailleurs, le conseil propose de réaffecter au poste report à nouveau la somme de 1 360 000 € prélevée sur le poste réserve indisponible. Cette somme, qui servait à couvrir la valeur des actions propres acquises, est devenue sans objet depuis leur suppression suite à la réduction de capital décidée par le conseil d'administration du 22 septembre 2008.

Compte tenu de ces affectations, les capitaux propres de la société seraient de 14 309 198 €.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que le montant des dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents et celui de l'avoir fiscal correspondant ont été les suivants :

EXERCICE	DIVIDENDE NET	AVOIR FISCAL
2005	249 948 €	-
2006	-	-
2007	-	-

I. Stock options

L'Assemblée Générale du 22 mai 2008 a décidé la mise en place d'un plan d'options de souscription ou d'achat d'actions destinées aux salariés, valable pour une durée de 38 mois, soit jusqu'au 22 juillet 2011. Le solde disponible pour de futures distributions est de 170 446 options au 31 décembre 2008.

Tous les plans précédents sont expirés.

Tableau récapitulatif des titres donnant accès au capital

OPTIONS DE SOUSCRIPTIONS OU D'ACHATS	Plan 1 / Tranche 1	Plan 1 / Tranche 2	Plan 2 / Tranche 1	Plan 2 / Tranche 1	Plan 2 / Tranche 2	Plan 3 / Tranche 1
Nature	Souscription	Achat	Achat	Souscription	Souscription	Achat
Date d'assemblée	25/02/2002	25/02/2002	10/06/2003	10/06/2003	10/06/2003	27/05/2005
Date du conseil d'administration	25/02/2002	01/04/2003	10/02/2004	10/02/2004	07/04/2005	17/10/2007
Nombre total d'actions pouvant être souscrites/achetées	8 900	11 250	24 925	20 111	50 000	132 500
Nombre d'actions pouvant être souscrites par les dirigeants	-	5 000	-	5 543	17 000	47 500
Nombre de dirigeants concernés	0	2	0	2	2	4
Point de départ d'exercice des bons / options	25/02/2006	01/04/2007	10/02/2008	10/02/2008	07/04/2009	17/10/2011
Date d'expiration	25/02/2009	01/04/2010	10/02/2011	10/02/2011	07/04/2012	17/10/2014
Prix de souscription / d'achat	5,12 euros	4,59 euros	4,69 euros	4,69 euros	6,89 euros	3,88 euros
Nombre d'actions souscrites/achetées au 31/12/2008	61 642	2 250	0	0	0	0

Informations relatives à la dilution potentielle du capital de Soft Computing

Nature des instruments potentiellement dilutifs	Date d'émission	Prix d'exercice	Identité des détenteurs de ces instruments	Période d'exercéabilité		Dilution potentielle pouvant résulter de l'exercice de ces instruments
				Par détenteur	Nombre d'actions auxquelles donnent droit ces instruments	
BSA						
BSPCE						
Options de souscription d'actions	25/2/02	5.12 €	Salariés	Salariés	8 900	0.3%
Options de souscription d'actions	10/2/04	4.69 €	Salariés	Salariés	20 111	0.7%
Options de souscription d'actions	7/4/05	6.89 €	Salariés	Salariés	50 000	1.6%
Obligations convertibles						
Obligations remboursable en actions						
Total					79 011	2.6%

Informations sur les options de souscription ou d'achat d'actions

OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS CONSENTIES A CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL ET OPTIONS LEVEES PAR CES DERNIERS	Nombre d'options attribuées / d'actions souscrites ou achetées	Prix	Date d'échéance	Plan N°
Options consenties durant l'exercice 2007 à chaque mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe	-			
Options levées durant l'exercice 2007 par chaque mandataire social	-			
Options consenties durant l'exercice 2008 à chaque mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe	-			
Options levées durant l'exercice 2008 par chaque mandataire social	-			

OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS CONSENTIES AUX DIX PREMIERS SALARIES NON MANDATAIRES SOCIAUX ATTRIBUTAIRES ET OPTIONS LEVEES PAR CES DERNIERS	Nombre d'options attribuées / d'actions souscrites ou achetées	Prix	Date d'échéance	Plan N°
Options consenties durant l'exercice 2007 par l'émetteur et par toute société comprise dans le périmètre d'attributions des options, aux dix salariés de l'émetteur et de toute société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé :	-			
Options détenues sur l'émetteur et les sociétés visées précédemment, levées, durant l'exercice 2007 par chaque mandataire social	-			
Options consenties durant l'exercice 2008 par l'émetteur et par toute société comprise dans le périmètre d'attributions des options, aux dix salariés de l'émetteur et de toute société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé :	-			
Options détenues sur l'émetteur et les sociétés visées précédemment, levées, durant l'exercice 2008 par chaque mandataire social	-			

J. Rémunération des mandataires sociaux (exercice 2008)

	2008	2007
Eric FISCHMEISTER	: 125 000 €	115 861 €
Gilles VENTURI	: 125 000 €	114 337 €

Cette rémunération est fixe, à l'exclusion de toute autre forme de rémunération.

Aucun engagement particulier de la société n'a été consenti aux mandataires sociaux à raison de la prise, de la cessation ou du changement de leurs fonctions ou postérieurement à celles-ci.

K. Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercées par les administrateurs dans toute société durant l'exercice

En application de la Loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relatives aux nouvelles réglementations économiques, nous vous présentons la liste de l'ensemble des autres mandats et fonctions exercées par chacun de vos mandataires, dans toutes sociétés, durant l'exercice :

Administrateur	Sociétés
Eric FISCHMEISTER	
Gilles VENTURI	Voltaire Fund (UK) *****,
François-Henri PINAULT	Artémis, Financière Pinault**, Fnac, Pinault-Printemps-Redoute, SC Château Latour***, Yves Saint Laurent*, Sapardis, Redcats, Boucheron *, Christie's International****, Gucci****, Sowind Group, Puma****, Bouygues
Emmanuel CHAIN	Jouve et Associés*, Eléphant et Compagnie**
Claude LASKAR	Klasimmo**, Imacall**

Légende :
Pas d'étoile : administrateur
* Membre du Conseil de Surveillance
** Gérant
*** Membre du Conseil de Gérance
**** Board of Directors

L. Dépenses non déductibles fiscalement.

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 39-4 du Code général des impôts, nous vous demandons enfin d'approuver les dépenses et charges visées aux dits articles dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 24 732 €.

M. Tableau des résultats des cinq derniers exercices.

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article 148 du décret du 23 mars 1967, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

N. Conséquences sociales de l'activité

1. Effectif

L'effectif du groupe progresse de 3% en 2008. Il est de 360 personnes au 31 décembre 2008 contre 350 personnes au 31 décembre 2007.

64 personnes ont été embauchées sur l'année. Il y a eu 54 départs. Le taux global de rotation non maîtrisée du personnel en 2007 est d'environ 9 %.

Au delà de cet effectif, le groupe a conclu 8 CDD, qui ont permis de suppléer aux congés d'été pour l'accueil, et aux congés maternité. Une quinzaine de CDD complémentaires ont été conclus sur de courtes durées pour des opérations d'enquête ponctuelles.

L'âge moyen des salariés est 34 ans.

2. Organisation du temps de travail

L'horaire moyen mensuel est de 151,67 heures. Dix salarié(e)s bénéficient de contrats à temps partiel dont 5 sont des congés parentaux d'éducation, trois congés sabbatiques sont en cours dont 2 de 1an et 1 d'une durée initiale de 1 an prolongé d'un an ;

De plus un congé sabbatique a été accordé en 2008 pour 2009 d'une durée de 6 mois.

Il est très peu fait appel aux heures supplémentaires, des surcharges ponctuelles se trouvent régularisées par l'annualisation du temps de travail.

L'absentéisme est de à 1,7%, (en excluant 8 congés maternité).

3. Rémunérations

Les salaires moyens ont augmenté de 3.2 % en moyenne entre 2007 et 2008.

Le bilan concernant l'égalité professionnelle hommes/femmes fait apparaître des écarts d'environ 3%, avec des maxima pour deux catégories professionnelles de l'ordre de 7 à 8 % entre hommes et femmes (dans les deux sens) qui s'expliquent, contre plus de 15% au plan national.

Présentés au comité d'entreprise, ces écarts n'ont pas été retenus comme significatifs car la moyenne des écarts est globalement faible. Pour les maxima, des indicateurs objectifs de type âge ou ancienneté entraînent forcément des différences dans un sens ou dans l'autre lorsque l'échantillon est réduit.

4. Relations professionnelles

Rien à signaler concernant les relations professionnelles.

5. Conditions d'hygiène et sécurité

Rien à signaler

6. Formation

La Formation professionnelle continue est considérée dans le groupe comme un atout majeur de compétitivité et de qualité de service.

Les dépenses de formation 2008 représentent environ 2,7% de la masse salariale, largement au-dessus des enveloppes légales, avec une moyenne de 2 jours par personne.

Ces chiffres ne comprennent pas le renforcement de l'équipe de formation, l'inauguration d'une salle de formation dédiée, et la mise en place de nouvelles formations internes. Sur ce dernier point, une grande mobilisation des experts techniques et fonctionnels permet la mise en œuvre de partage de connaissances et de séminaires internes lesquels démultiplient l'effort de formation.

7. Emploi et insertion des travailleurs handicapés

Le groupe n'emploie pas à ce jour de travailleur handicapé et travaille avec l'AGEPHIP pour les postes à pourvoir compatibles avec l'emploi de handicapés. Le groupe a eu recours en 2008 à l'ESAT.

Il y a eu une seule candidature spontanée constatée au service recrutement en 2008.

L'entreprise s'acquitte de ses obligations en termes de contribution.

8. Œuvres sociales

Les dotations aux œuvres sociales du CE sont égales à 0,24% de la masse salariale du groupe. Elles ont permis pour l'année 2008 l'organisation de :

Un Week-end à Catane en Sicile, l'achat d'abonnements en salle de sport, l'abonnement à CANAL CE pour tout ce qui est billetterie ou autres, une offre Disneyland Paris, l'achat de chèques vacances, une soirée poker, un jeu des pronostics pour l'Euro 2008, un après midi

récréatif avec distribution de cadeaux de Noël aux enfants, et enfin, la remise de chèques cadeaux et de chèques naissance.

Le CE a également fait don du surplus de paniers gourmands du Noël précédent aux restos du cœur.

Certains de ses membres ont décidé de créer une association « Soft Computing évènementiel » avec le soutien de Soft Computing pour engager une équipe dans un championnat de football à 7.

9. Sous-traitance

Le groupe fait peu appel à la sous-traitance (une vingtaine de consultants en moyenne par an), en cas de besoin d'une expertise spécifique, achetée soit chez un éditeur, soit en freelance, soit dans une SSII.

10. Environnement

Le groupe a signé fin 2005 le Pacte Mondial des Nations Unies pour le développement durable. *" un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs "*.

Notre activité de services est par nature peu impactante sur l'environnement, mais nous pouvons y contribuer modestement en étant vigilant sur les consommables et le papier, sur l'électricité et l'eau, sur les émissions de Co2 liées aux déplacements de nos salariés, et sur la manière dont nous pouvons intensifier notre action en faveur des handicapés.

O. Conséquences environnementales de l'activité

Néant, car le groupe exerce exclusivement une activité de services

P. Délégation accordée par l'assemblée générale au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital

1. Actions gratuites

Par décision de l'Assemblée Générale Mixte du 22 mai 2008, le conseil d'administration a été autorisé à procéder, en une ou plusieurs fois, conformément aux articles L 225-197-1 et L 225-197-2 du Code de Commerce, à l'attribution d'actions ordinaires de la société, existantes ou à émettre au profit :

- Des membres du personnel de la société ou des sociétés qui lui sont liées directement ou indirectement au sens de l'article L 225-197-2 du Code de commerce ou de certaines catégories d'entre eux,
- Et/ou des mandataires sociaux qui répondent aux conditions fixées par l'article L. 225-197-1 du Code de commerce.

Le nombre total d'actions ainsi attribuées gratuitement ne pourra dépasser 10 % du capital social existant au jour de la première attribution décidée par le conseil d'administration.

Cette autorisation expire le 27 juillet 2011.

2. Autres délégations

L'assemblée générale mixte du 24 mai 2007 a autorisé le conseil d'administration à procéder à diverses opérations sur le capital de la société :

Nature de l'opération	Plafond	Date d'autorisation	Date d'expiration
Augmentation de capital réservée aux actionnaires	2 000 000 euros	24/5/07	24/7/09
Emission de diverses valeurs mobilières avec suppression du DPS	2 000 000 euros	24/5/07	24/7/09
Augmentation du montant des émissions en cas de demandes excédentaires	2 000 000 euros	24/5/07	24/7/09
Augmentation de capital social en vue de rémunérer des apports en nature de titres	10% du capital social	24/5/07	24/7/09
Emission d'actions réservées aux adhérents PEE	20 000 euros	24/5/07	24/7/09
Réduction de capital dans le cadre d'un programme de rachat d'actions	10% du capital social	24/5/07	24/5/09

Abréviations :

DPS : Droit Préférentiel de Souscription

PEE : Plan d'Epargne Entreprise

Q. Principaux risques et incertitudes auxquelles la société est confrontée

La société n'est confrontée à aucun risque ou incertitude majeures autres que ceux indiqués dans le document de référence

Le Conseil d'Administration

**TABLEAU DES RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE LA
SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**

NATURE DES INDICATIONS	Exercice 2004	Exercice 2005	Exercice 2006	Exercice 2007	Exercice 2008
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE :					
Capital social	635 367	635 367	647 213	647 693	591 190
Nombre des actions ordinaires existantes	3 176 825	3 176 825	3 236 067	3 238 467	2 955 948
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
Par convention d'obligations					
Par exercice de droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE :					
Chiffre d'affaires hors taxes	14 541 956	15 492 786	18 555 606	20 311 636	36 705 215
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	745 558	1 403 240	681 981	347 022	2 317 438
Impôts sur les bénéfices	82 745	318 702	65 141	17 468	331 114
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	2 736 678	712 564	116 191	-7 711	1 315 969
Résultat distribué	0	249 947	0	0	0
RESULTAT PAR ACTION :					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	0,21	0,34	0,19	0,10	0,67
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0,86	0,22	0,04	PM	0,45
Dividende attribué à chaque action	0,00	0,08	0,00	0,00	0,00
PERSONNEL :					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	132	131	159	172	362
Montant de la masse salariale de l'exercice	6 623 235	6 807 904	7 964 359	8 235 678	16 869 213
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales)	3 127 383	3 283 143	3 806 874	4 048 384	8 690 288

COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2008

BILAN AU 31 DECEMBRE 2008 (en euros)

ACTIF	31/12/2008			31/12/2007
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
en EUR				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement	101 286	81 226	20 060	33 279
Concession, brevets et droits similaires	159 932	147 377	12 555	0
Fonds commercial	8 757 333	593 091	8 164 242	1 170 837
Autres immobilisation incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	1 605 666	890 950	714 716	640 895
Immobilisations en cours			0	
Immobilisations financières				
Titres de participations	668 489	668 489	0	7 692 208
Prêts	8 615		8 615	
Autres immobilisations financières	222 055		222 055	153 977
Total I	11 523 376	2 381 133	9 142 243	9 691 196
Avances et acomptes versés sur commandes	142 755		142 755	132 473
Créances				
Clients et comptes rattachés	11 158 257	224 474	10 933 783	8 287 101
Autres créances	724 311	70 572	653 739	1 255 880
Valeurs mobilières de placement				
Autres titres	3 411 670	551	3 411 119	1 172 540
Disponibilités	1 159 597		1 159 597	536 192
Charges constatées d'avance	300 515		300 515	338 419
Total II	16 897 105	295 597	16 601 509	11 722 605
TOTAL ACTIF	28 420 481	2 676 730	25 743 752	21 413 801

BILAN PASSIF	31/12/2008	31/12/2007
en EUR		
Capitaux propres		
Capital	591 190	647 693
Prime d'émission, de fusion, d'apport	9 117 094	9 890 284
Réserve légale	85 578	85 578
Réserve réglementée	1 360 000	1 245 000
Autres réserves		
Report à nouveau	1 839 367	1 962 078
Résultat	1 315 969	-7 711
Total I	14 309 198	13 822 922
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	310 123	100 207
Total II	310 123	100 207
Dettes		
Emprunts et dettes financières	3 494	242 619
Emprunts et dettes financières divers	240 819	
Fournisseurs et comptes rattachés	2 493 722	2 220 857
Dettes fiscales et sociales	7 392 069	3 737 124
Dettes sur immobilisation et comptes rattachés	0	304 409
Autres dettes	230 241	264 009
Produits constatés d'avance	764 087	721 655
Total III	11 124 432	7 490 673
TOTAL PASSIF	25 743 753	21 413 802

COMPTE DE RESULTAT (en euros)

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2008	31/12/2007
en EUR		
Chiffre d'affaires	36 705 215	20 311 636
Production immobilisée	0	0
Subventions d'exploitation	12 002	17 226
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	429 475	193 825
Autres produits	17	584
Total produits d'exploitation	37 146 709	20 523 271
Achats de marchandises	0	
Autres achats et charges externes	8 190 082	6 680 379
Impôts, taxes et versements assimilés	1 091 951	558 056
Salaires et traitements	16 869 213	8 339 585
Charges sociales	8 717 543	4 060 561
Dotations aux amortissements des immobilisations	533 272	183 357
Dotations aux provisions sur actif circulant	106 116	41 780
Dotations aux provisions pour risques et charges	18 623	23 938
Autres charges	367	133 740
Total charges d'exploitation	35 527 167	20 021 396
Résultat d'exploitation	1 619 542	501 875
Produits financiers de participations		44 274
Autres intérêts et produits assimilés	0	
Reprises sur provisions et transfert de charges	20 056	79 978
Différence positive de change	406	376
Produits nets sur cessions de VMP	95 692	34 560
Total produits financiers	116 154	159 188
Dotations aux provisions	126 655	339 171
Intérêts et charges assimilées	4 453	3 934
Différence négative de change	665	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	88 247	35 414
Total charges financières	220 020	378 519
Résultat financier	-103 866	-219 331
Résultat courant avant impôts	1 515 676	282 544
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	207 987	37 822
Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 344	
Reprise prov. Pour risques & charges except.	2 130	2 130
Total produits exceptionnels	213 461	39 952
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	79 126	220 954
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 928	91 784
Autres Charges exceptionnelles	0	
Dotations aux amortissements et aux provisions		0
Total charges exceptionnelles	82 054	312 738
Résultat exceptionnel	131 407	-272 786
Participation des salariés aux résultats		
Impôt sur les bénéfices	331 114	17 468
Bénéfice ou perte	1 315 969	-7 710

ANNEXE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2008 dont le total s'élève à 25 743 752 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat courant de 1 515 676 euros et un bénéfice de 1 315 969 euros.

L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 01/01/2008 au 31/12/2008.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels :

- . Faits caractéristiques
- . Règles et méthodes comptables
- . Détail des principaux postes du bilan et du compte de résultat

FAITS CARACTERISTIQUES

Une transmission universelle du patrimoine de la filiale SOFT COMPUTING TECHNOLOGIES en faveur de SOFT COMPUTING a été réalisée à effet au 1^{er} janvier 2008.

A fin 2007, le complément de prix dû sur l'acquisition de la société FRONT CALL s'élevait à 304 K€
Une transaction a été signée en décembre 2008 pour solder ce complément de prix. Sur l'exercice, les différentes opérations se sont traduites ainsi :

Solde complément de prix au 31/12/2007 :	304 K€
Complément de prix payé au titre de l'année 2007 :	- 8 K€
Transaction signée pour solde de tout compte :	-151 K€
Solde complément de prix imputé sur le mali de fusion :	<u>-145 K€</u>
	0 K€

Lors de la réduction de capital décidée par le conseil d'administration du 22 septembre 2008, 282 519 actions propres ont été annulées portant ainsi le capital social de 647 693,40 € à 591 190 €

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France. Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

PRINCIPALES METHODES UTILISEES

Immobilisations incorporelles

- Les logiciels sont évalués à leur coût d'acquisition et amortis sur une durée d'un an.
- Les frais de développement de nouveaux produits sont inscrits à l'actif et amortis sur une durée maximale de 5 ans. Ils sont déterminés en fonction de l'analyse des fiches de suivi de chaque projet.
- Le fonds de commerce Statilogie est évalué à son coût d'acquisition. Il n'est pas amorti.
- Le mali de fusion dégagé suite à l'acquisition de FRONTCALL a été affecté aux économies d'impôts pouvant résulter des déficits fiscaux reportables de la société FRONTCALL et est amorti chaque année à hauteur de l'économie d'impôts réalisée au cours de l'exercice. En effet, l'administration fiscale a accordé à Soft Computing le report des déficits antérieurs de FRONTCALL sur ses déficits propres. C'est donc sur la base de l'économie d'impôts réalisée grâce à ce report de déficits que le mali de fusion a été amorti. Le montant amorti en 2008 s'élève à 332 K€ Au 31 décembre 2008, le mali de fusion est totalement amorti.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation prévue. La valeur résiduelle des immobilisations à la fin de leur durée d'utilité est nulle.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- Installations et agencements	5 à 10 ans
- Matériel de transport	4 ans
- Matériel informatique	1 à 3 ans
- Mobilier	7 à 10 ans

Aucun amortissement dérogatoire n'est comptabilisé, l'amortissement dégressif appliqué au matériel informatique, étant considéré comme reflétant correctement l'obsolescence rapide de ce type d'immobilisation.

. *Suivi des fonds de commerce et des titres de participation*

Chaque année la valeur actuelle des fonds de commerce et des titres de participation est appréciée en fonction d'une approche multicritère (ratios utilisés par les analystes financiers du secteur tels que VE/CA, perspectives de rentabilité).

Lorsque cette valeur actuelle est inférieure à la valeur d'inventaire, une dépréciation exceptionnelle des fonds de commerce ou des titres de participation est constatée. Cette dépréciation est déterminée par référence à la valeur des flux de trésorerie actualisés (Discounted Cash Flow).

Au 31 décembre 2008, le calcul de la valeur actuelle n'a pas conduit à constater de dépréciation exceptionnelle sur les fonds de commerce ou les titres de participation.

. *Autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement*

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

. *Créances*

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

. *Chiffre d'affaires*

Le chiffre d'affaires est calculé au prorata de l'avancement des travaux. La facturation émise est donc ajustée en fonction du travail réellement effectué sur la période.

Le pourcentage d'avancement résulte d'une analyse par contrat des journées d'intervention valorisées engagées par rapport au nombre total des journées nécessaires à la réalisation des prestations prévues au contrat.

Si l'avancement des travaux réellement effectués est inférieur au chiffre d'affaires émis, un ajustement est comptabilisé au passif dans un compte de produits constatés d'avance.

Si l'avancement des travaux réellement effectués est supérieur au chiffre d'affaires émis, un ajustement est comptabilisé à l'actif dans un compte de factures à établir.

Une provision pour perte à terminaison est comptabilisée lorsque le montant prévisionnel total des journées d'intervention valorisées sur l'ensemble du contrat est supérieur à la facturation totale prévue.

. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges correspondent aux sorties probables de ressources sans contrepartie pour la société. Ces provisions correspondent aux montants les plus probables que l'entreprise est susceptible de devoir verser.

. Engagements de retraite

Le montant des engagements de retraite est calculé selon une évaluation actuarielle prenant en compte des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel, d'accroissement des salaires et d'actualisation.

Les engagements en matière de départ en retraite des salariés s'élèvent à 346 K€ au 31/12/2008. Ils ne sont pas provisionnés au bilan.

. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend les éléments dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante du groupe, et qui ne sont pas supposés se reproduire de manière fréquente ou régulière.

Ainsi, les indemnités transactionnelles versées au titre des licenciements représentent des charges exceptionnelles.

DETAIL DES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT

NOTE 1 – IMMOBILISATIONS

euros	Val. Brute au début de l'exercice	FusionSCT	Acquisitions de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Val. Brute en fin d'exercice
Frais de développement	101 286				101 286
Fonds de commerce Statilogie	694 558	386 147			1 080 704
Mali de fusion	641 581	468 685	6 711 389	145 026	7 676 629
Autres immo. incorporelles	73 134	79 170	27 060	19 433	159 932
Immob Corporelles (1)	1 218 413	387 307	168 306	168 360	1 605 666
Immob Financières (2)	8 514 674	66 546	839 897	8 521 958	899 159
TOTAL GENERAL	11 243 646	1 387 855	7 746 652	8 854 777	11 523 376
(1) dont aménagements des constructions	0				0
agencements installations	478 159	59 365	68 419	2 224	603 719
informatique	575 345	146 599	89 925	165 810	646 058
transport		327		327	0
Mobilier	164 910	181 017	9 963	0	355 889
Immobilisations en cours	0				0
	1 218 413	387 307	168 306	168 360	1 605 666
(2) dont entreprises liées					
Titres Soft Computing Média (*)	668 489				668 489
Titres SCT	7 692 208			7 692 208	0
Actions propres en voie d'annulation			835 297	829 750	5547
Prêt au personnel		8 615			8 615
et dont dépôts et cautionnements	153 977	57 931	4 600		216 508
	8 514 674	66 546	839 897	8 521 958	899 159

(*) ces titres sont dépréciés à 100%

	Montants nets en € au 31/12/2008	Montants nets en € au 31/12/2007	Montants nets en € au 31/12/2006
Frais de développement	20 060	33 279	81 688
Fonds de commerce Statilogie	694 558	694 558	694 558
Fonds de commerce Infonetics	289 610		
Mali de fusion	7 180 074	476 279	493 747
Autres immo. incorporelles	12 555	0	1 932
Immob. Corporelles	714 716	640 895	275 206
Immob. Financières	230 670	7 846 185	7 853 020

Le fonds de commerce Statilogie, constaté dans les comptes lors de l'acquisition de la BU Statilogie, apparaît dans les comptes pour sa valeur brute et n'a pas été déprécié.

Le fonds de commerce Infonetics, constaté dans les comptes lors de l'acquisition d'Infonetics par SOFT COMPUTING TECHNOLOGIES, a été amorti jusqu'à fin 2005 et ne l'est plus depuis l'exercice 2006.

SOFT COMPUTING a choisi en 2006 de ne plus amortir les fonds de commerce conformément à la réglementation fiscale.

Le mali de fusion de 7 180 074 € a été constitué lors de la fusion (TUP) de SOFT COMPUTING avec la société SOFT COMPUTING TECHNOLOGIES pour 6 711 388,70 € et de la fusion (TUP) de SOFT COMPUTING TECHNOLOGIES avec la société POWER ERP pour 468 685,13 €

NOTE 2 – AMORTISSEMENTS

en euros	Montants au début de l'exercice	Fusion SCT	Augmenta - tions	Diminu - tions	Montants en fin d'exercice
Frais de développement	68 006		13 219		81 225
Autres immo. incorporelles	238 436	175 228	346 236	19 433	740 468
Immob. Corporelles (1)	577 518	305 047	173 817	165 432	890 950
TOTAL GENERAL	883 961	480 275	533 272	184 865	1 712 643
(1) dont aménagements constructions	0				0
agencement des installations	13 423	32 513	55 981	1 317	100 600
informatique	498 693	134 944	86 692	163 798	556 531
transport		327		327	0
Mobilier	65 402	137 263	31 153	0	233 819
	577 518	305 047	173 826	165 442	890 950

NOTE 3 – FRAIS DE DEVELOPPEMENT

Les coûts relatifs au développement d'un logiciel d'ASP dans le domaine de l'adresse ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2004 pour un montant de 32 K€ L'amortissement de l'exercice s'élève à 6 K€

Les coûts relatifs au développement d'un logiciel « Marketing Factory » ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2005 pour un montant de 34 K€ L'amortissement de l'exercice s'élève à 7 K€

Les coûts relatifs au développement d'une plate forme générique d'amélioration de la qualité et d'enrichissement de données "tiers" et services associés ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2006 pour un montant de 35 K€ En 2007, la totalité des 35 K€ a été amortie en raison des faibles perspectives de réussite commerciale du projet.

NOTE 4 – PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

en euros	Montants au début de l'exercice	Fusion SCT	Augmen - tations	Montants repris car utilisé	Montants repris car non utilisé	Reclassement	Montant en fin d'exercice
Provisions pour risques et charges							
Risques sur stocks options	1 434						1 434
Autres provisions pour risques et charges	98 773	34 635	18 623	79 212	2 130		70 689
Risque URSSAF		238 000					238 000
Provisions dépréciation :							
Dépréciation des titres (SC Média)	668 489						668 489
Créances clients	121 101	21 698	94 590		12 914		224 474
Comptes courants d'associés	68 065		2 507				70 572
Actions propres	692 688				692 688		0
Valeur Mobilières de placement	20 056		551	20 056			551
Total provisions	1 670 606	294 332	116 270	99 268	707 732	0	1 274 208
Dont dotations et reprises :							
d'exploitation			113 213	79 212	12 914		
financières			3 057	20 056	692 688		
exceptionnelles					2 130		

Le solde des autres provisions pour risques et charges au 31 décembre 2008 est essentiellement constitué de provisions pour risques salariaux.

NOTE 5 – ETAT DES CREANCES

euros	Montants bruts 2008	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	Montants bruts 2007
Avances et acomptes	142 755	142 755			132 473
Clients et comptes rattachés	11 158 257	11 158 257			8 408 202
Personnel	94 130	94 130			28 948
Etat, impôts sur bénéfices	0	0			0
Autres impôts et assimilés	379 488	379 488			306 529
Comptes courants groupe	70 572	70 572			930 714
Autres créances	180 121	180 121			57 754
Charges constatées d'avance	300 515	300 515			338 419
Total	12 325 837	12 325 837	0	0	10 203 039

Concernant les entreprises liées :

- Les créances clients comprennent 33 K€ de créances Soft Computing Média.
- Les comptes courants comprennent 71 K€ concernant Soft Computing Média

NOTE 6 – ETAT DES DETTES

en euros	Montants bruts 2007	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	Montants bruts 2007
Emprunts et dettes Ets crédit	3 494	3 494			1 800
Avances conditionnées	240 000	240 000			240 000
Comptes courants groupe et associés	819	819			819
Dettes fournisseurs et cptes rattachés	2 493 722	2 493 722			2 220 857
Dettes sociales	4 164 208	4 164 208			1 892 776
Autres impôts et assimilés	3 227 861	3 227 861			1 844 347
Produits constatés d'avance	764 087	764 087			721 655
Autres dettes	230 241	230 241			568 418
Total	11 124 431	11 124 431	0	0	7 490 672

Concernant les entreprises liées, les dettes fournisseurs comprennent 132 K€ de dettes Soft Computing Technologies.

NOTE 7 – DIFFERENCES D’EVALUATION SUR ELEMENTS FONGIBLES

* Les valeurs mobilières de placement de type OPCVM sont comptabilisées selon la règle du FIFO pour une valeur de 3 401 K€ Leur valeur liquidative au 31 décembre 2008 est de 3 401 K€

Il a été procédé à une opération de rachat puis de souscription le dernier jour de l’année ; il n’existe donc aucune plus-value latente.

* Les autres valeurs mobilières de placement dont le montant s’élève à 10 K€ correspondent à l’achat par SOFT COMPUTING de 4 147 de ses propres actions acquises par le biais du contrat de liquidité signé avec la société ODDO corporate.

Ces actions propres font l’objet d’une provision pour dépréciation des actions propres à hauteur de 0.6 K€ en raison de la baisse du cours de l’action au 31 décembre 2008.

Par ailleurs, la société a acquis 2 622 actions en vue de les annuler. Celles-ci ont été comptabilisées en compte « 277200 – Actions propres en voie d’annulation ».

	Fin 2008	Fin 2007
Quantité achetée	6 769	163 789
Prix d'acquisition moyen	2.40	7.77
Montant	16 258	1 272 501
Frais de courtage	3 803	3 803

NOTE 8 : STOCKS OPTIONS

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 février 2002 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat ou de souscription d'actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce premier plan, le Conseil d'Administration a attribué trois tranches :

Le 25 février 2002, le Conseil d’Administration a attribué une première tranche de 125 602 options au prix de souscription des actions de 5,12 € 8 900 options restent exerçables à ce jour.

Le 1^{er} avril 2003, le Conseil d’Administration a attribué une seconde tranche de 34 675 options au prix d’achat des actions de 4,59 € Une partie de ces options a été exercée au cours de l’exercice 2007. 11 250 actions restent exerçables à ce jour.

Le 10 février 2004, le Conseil d’administration a attribué une troisième tranche de 354 options au prix d’achat des actions de 4,69 € 354 actions restent exerçables à ce jour.

Le Conseil d’Administration a attribué toutes les options de ce premier plan.

L’Assemblée Générale Extraordinaire du 10 juin 2003 a autorisé la mise en place d’un plan d’options d’achat ou de souscription d’actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce second plan, le Conseil d’Administration a attribué deux tranches à ce jour :

Le 10 février 2004, le Conseil d’Administration a attribué une première tranche de 38 511 options au prix de souscription des actions de 4,69 € 20 111 actions restent exerçables à ce jour.

Parallèlement le 10 février 2004, le Conseil d’Administration a attribué 40 821 options au prix d’achat des actions de 4,69 € 24 571 actions restent exerçables à ce jour.

Le 7 avril 2005, le Conseil d'Administration a attribué une deuxième tranche de 87 500 options au prix de souscription des actions de 6,89 € 50 000 actions restent exerçables à ce jour.

Le Conseil d'Administration a encore la possibilité d'attribuer 369 options de ce second plan.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 mai 2005 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat ou de souscription d'actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce troisième plan, le Conseil d'Administration a attribué une tranche à ce jour :

Le 17 octobre 2007, le Conseil d'Administration a attribué une première tranche de 145 000 options au prix de souscription des actions de 3.88 € 132 500 actions restent exerçables à ce jour.

Le Conseil d'Administration a encore la possibilité d'attribuer 22 201 options de ce second plan.

Les stocks options ainsi attribuées peuvent être exercées au plus tôt quatre années après leur date d'attribution et au plus tard sept années après leur date d'attribution.

NOTE 9 – COMPTES DE PRODUITS A RECEVOIR ET DE CHARGES A PAYER

Produits à recevoir (en euros)	31/12/2008	31/12/2007
Clients et comptes rattachés	782 898	1 285 304
Autres créances	127 981	66 385
Total	910 878	1 351 689

Charges à payer (en euros)	31/12/2008	31/12/2007
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 494	1 800
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 041 455	893 003
Dettes fiscales et sociales	2 264 976	1 401 658
Total	3 309 925	2 296 461

NOTE 10 – COMPTES DE REGULARISATION

Produits constatés d'avance (en euros)	31/12/2008	31/12/2007
Produits d'exploitation	764 087	721 655
Total	764 087	721 655

Charges constatées d'avance (en euros)	31/12/2008	31/12/2007
Charges d'exploitation	300 515	338 419
Total		338 419

NOTE 11 – COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Annulés pendant l'exercice	Total en fin d'exercice
Actions ordinaires	0,20 euro	3 238 467		282 519	2 955 948

NOTE 12 – TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en euros	Capital	Primes	Réserves	Report à nouveau	Résultat exercice	Capitaux Propres Totaux
Situation au 31/12/2007	647 693	9 890 284	1 330 578	1 962 077	-7 711	13 822 922
Réduction de capital	-56 504	-773 190				-829 694
Affectation du résultat 2007			115 000	-122 711	7 711	0
Dividendes						0
Virements de poste à poste						0
Résultat 2007					1 315 969	1 315 969
Situation au 31/12/2007	591 189	9 117 094	1 445 578	1 839 366	1 315 969	14 309 197

NOTE 13 – REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Rémunérations allouées	Montant 2008	Montant 2007
- Organes de direction	766 003 6 personnes	801 760 7 personnes

Cette information correspond à la rémunération des dirigeants du groupe. Il s'agit uniquement de salaires. Il n'y a aucun engagement contracté pour les pensions de retraite à leur profit.

NOTE 14 – EFFECTIF MOYEN

	31/12/2008	31/12/2007
Cadres	333	141
Agents de maîtrise et techniciens		0
Employés	29	16
Total	362	172

NOTE 15 – DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION

Au 31/12/2007, 3528 heures de formation ont été acquises par l'ensemble des salariés dont 2 554 n'ont pas fait l'objet d'une demande de formation de la part des salariés.

NOTE 16 – CHIFFRE D'AFFAIRES

Le Chiffre d'affaires est essentiellement réalisé en France :

	2008	2007
• Banque assurance:	51 %	51 %
• Industrie et Services/B2B :	10 %	17 %
• Distribution/VPC :	15 %	14 %
• Télécoms :	13 %	11 %
• Transport et tourisme :	5 %	6 %
• Services :	0 %	7 %

NOTE 17 – CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

Le résultat financier s'élève à :	2008	2007
<input type="checkbox"/> produits de cession des valeurs mobilières de placement	92 692	34 560
<input type="checkbox"/> Intérêts des comptes courants (SCT)	0	44 274
<input type="checkbox"/> Gain de change	406	376
<input type="checkbox"/> reprise de provisions financières	20 056	79 978
<input type="checkbox"/> intérêts et charges assimilées	- 4	0
<input type="checkbox"/> Escomptes accordés	- 4 449	- 3 934
<input type="checkbox"/> moins value sur cession de VMP	-88 247	- 35 414
<input type="checkbox"/> dotation aux provisions financières	-126 655	- 339 171
<input type="checkbox"/> autres		
Résultat financier	-103 866	- 219 331

NOTE 18 – CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Le résultat exceptionnel est composé de :	2008	2007
<input type="checkbox"/> résultat des cessions et sortie d'immobilisations	416	-91 784
<input type="checkbox"/> autres charges et produits exceptionnels de gestion	128 860	- 183 132
<input type="checkbox"/> dotation aux provisions exceptionnelles	0	0
<input type="checkbox"/> reprise de provisions exceptionnelles	2 130	2 130
Résultat exceptionnel	131 406	- 272

NOTE 19 – ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT

SITUATION FISCALE DIFFEREE	Bases	Montant d'impôt
ALLEGEMENTS EN BASES		
Provision pour perte à terminaison	1 806	602
Organic	61 006	20 335
Construction	0	0
ARD et déficits reportables	204 991	68 330
Economie d'impôt latente (taux 33,33% au 31/12/07)	267 803	89 268

SOFT COMPUTING a opté pour le régime de l'intégration fiscale avec Soft Computing Média, filiale intégrée à compter du 1^{er} janvier 2001.

Chaque société comptabilise l'impôt comme si elle était imposée séparément. L'économie d'impôt est comptabilisée dans les comptes de la société mère.

NOTE 20 – VENTILATION DE L'IMPOT SOCIETE

	Avant impôt	Impôt correspondant	Après impôt
+ Résultat courant	1 515 676	432 339	1 083 337
+ Résultat exceptionnel	131 406	43 802	87 604
- Economie liée à Front Call		-145 027	145 027
Résultat comptable	1 647 082	331 114	1 315 968

NOTE 21 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

<u>Engagements donnés</u>	<u>Montants 2008</u>	<u>Montants 2007</u>
- Indemnités de départ à la retraite	345 761 €	206 153 €

Conformément à la norme IAS 19, le montant des engagements de retraite est calculé selon la méthode des unités de crédits projetés. Le montant de l'engagement est égal à la somme des droits individuels acquis au jour du départ à la retraite auxquels sont appliqués les éléments suivants :

Convention collective	Bureaux d'études techniques
Age de départ à la retraite	65 ans
Actualisation financière	3%
Augmentation des salaires	de 0.5% à 5% en fonction des tranches d'âge
Rotation du personnel	de 1.5% à 20% en fonction des tranches d'âge

La loi de financement de la sécurité sociale a apporté des modifications sur la situation de mise à la retraite d'un salarié à l'initiative de l'employeur. L'indemnité de départ à la retraite serait soumise à charges sociales

Total calculé des indemnités de départ à la retraite:	345 761 €
Montant versé en 2007:	0 €
Total de l'engagement :	345 761 €

Il n'y a pas d'engagement particulier envers les dirigeants en matière de retraite.

Une caution financière a été signée le 31/07/2008 en faveur de la SOCIETE D'ECONOMIE PARIS SEINE – SEMPARISEINE à hauteur de 195 000 €

NOTE 22 – INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIERES

Dénomination	Nombre de titres détenus	Pourcentage de participation	Valeur nette d'inventaire
Soft Computing Média	2 500,00	100,00%	-
Soft Computing (actions Propres)	6 769,00	0,23%	15 706,80
TRESORICIC	17,71	NA	1 133 053,00
Monevalor (Société Générale)	383,52	NA	2 267 906,64

Mouvements intervenus au cours de l'exercice sur les actions propres :

	31/12/2007	Augmentation	Diminution	31/12/2008
Actions acquises via le contrat de liquidité	15 160,74	-	4 450,24	10 710,50
Actions propres pour annulation	-	835 297,10	829 750,08	5 547,02
Dépréciation des actions propres				- 550,72
Solde	15 160,74	835 297,10	834 200,32	15 706,80

NOTE23 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Une transmission universelle de patrimoine de la filiale SOFT COMPUTING MEDIA vers SOFT COMPUTING a été réalisée en date du 1er janvier 2009.

NOTE 24 – LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Capitaux propres autres que le capital et avant le résultat	Quote part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus (brut)	Valeur comptable des titres détenus (net)	Prêts et avances consenties à la société	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
SOFT COMPUTING MEDIA 46 rue de la tour 75016 PARIS	38 112	-131 580	100%	668 489	0	70 572	0	0	-11 934	0

Les prêts et avances consentis pour un montant de 71 K€ à Soft Computing Média sont entièrement provisionnés.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société SOFT COMPUTING, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 . OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives A la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Le principe de suivi de la valeur des fonds de commerce et des titres de participation est exposé dans la note de l'annexe « règles et méthodes comptables ». Nous avons vérifié le bien fondé et la correcte application de la méthodologie mise en œuvre, apprécié le caractère raisonnable des données et des hypothèses utilisées et vérifié que les notes aux états financiers donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion

exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels ;
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Nous vous indiquons par ailleurs que, postérieurement à la date d'arrêté des comptes, la société a sollicité le bénéfice d'un crédit d'impôt recherche dont la comptabilisation interviendra sur l'exercice 2009.

Fait à Paris, le 5 mai 2009.

Les Commissaires aux Comptes

Serec Audit

**Grant Thornton Membre
français de
Grant Thornton International**

Benoit Grenier

Jean-Pierre Cordier

COMPTES CONSOLIDES
AU 31 DECEMBRE 2008 (en milliers d'euros)

ACTIF (En K€)	Notes	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Ecarts d'acquisition	note 1	5 463	5 463	5 463
Immobilisations incorporelles	note 1	33	34	86
Immobilisations corporelles	note 1	812	812	391
Actifs financiers	note 1	225	220	230
Impôts différés	note 14	0	295	436
Actifs non courants		6 532	6 824	6 606
Clients et comptes rattachés	note 2	10 877	11 695	10 937
Autres actifs	note 2	1 095	1 444	1 155
Trésorerie & équivalents de trésorerie	note 3	4 560	2 503	2 445
Actifs courants		16 531	15 642	14 537
TOTAL ACTIF		23 063	22 466	21 143

PASSIF (En K€)	Notes	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Capital		591	648	647
Primes		8 299	9 890	9 883
Réserves consolidées		929	702	360
Actions propres	note 5	-16	-1 273	-1 054
Résultat consolidé		1 214	180	301
Capitaux propres		11 017	10 147	10 137
Intérêts minoritaires				
Passifs financiers	note 7	49	116	240
Provisions pour risques & charges	note 6	584	443	538
Autres passifs	note 9	0	296	309
Impôts différés		191		
Passifs non courants		824	855	1 087
Passifs financiers	note 7	297	217	4
Provisions pour risques & charges	note 6	72	135	92
Fournisseurs et comptes rattachés		2 519	2 851	1 886
Autres passifs	note 9	8 334	8 261	7 937
Passifs courants		11 222	11 464	9 919
TOTAL PASSIF		23 063	22 466	21 143

COMPTE DE RESULTAT PAR NATURE (En K€)	Notes	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Chiffre d'affaires	note 10	36 618	34 526	32 874
Achats consommés	note 11	-107	-1 958	-1 391
Charges de personnel	note 12	-25 782	-23 376	-23 135
Charges externes		-7 960	-6 897	-6 387
Impôts et taxes		-1 092	-1 031	-1 019
Dotations aux amortissements		-253	-221	-242
Dotations aux provisions nettes de reprises		-88	-47	-29
Résultat opérationnel courant		1 335	996	7
Autres produits et charges opérationnels	note 13	201	-678	-2
Résultat opérationnel		1 536	318	5
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	note 14	96	17	0
Coût de l'endettement financier brut	note 14	-77	-7	-0
Coût de l'endettement financier net		19	10	0
Impôts différés	note 15	-341	-148	-242
Impôts exigibles		-	-	16
Résultat net (part du groupe)		1 214	180	301
Résultat net (intérêts minoritaires)				
Résultat par action (en Euros)	note 16	0,41	0,06	0,10
Résultat dilué par action (en Euros)	note 16	0,43	0,07	0,11

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE (En K€)	Notes	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Résultat net consolidé		1 214	180	301
Dotations nettes aux amortissements et provisions		331	168	107
Charges et produits calculés liés aux stock-options		222	55	55
Plus et moins values de cession			92	3
Coût de l'endettement financier net	note 13	-19	-9	-43
Charge d'impôt	note 14	341	148	226
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		2 090	634	649
Impôts versés				16
Variation du besoin en fonds de roulement	note 18	750	308	-1 047
Flux net de trésorerie généré par l'activité		2 839	942	-382
Acquisitions d'immobilisations		-209	-691	-189
Cessions d'immobilisations		0	19	7
Incidences des variations de périmètre	note 19	-137	-71	-558
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-346	-743	-740
Augmentation de capital			12	303
Remboursement partiel de la prime d'émission			-4	-59
Achats et ventes d'actions propres		-407	-240	-642
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère				-250
Encaissements d'emprunts			107	240
Remboursements d'emprunts		-48	-25	-125
Coût de l'endettement financier net	note 13	19	9	43
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-436	-141	-490
Variation de trésorerie		2 057	58	-1 612
Trésorerie à l'ouverture	note 3	2 499	2 441	4 054
Trésorerie à la clôture	note 3	4 557	2 499	2 441

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	Nombre de titres	Capital	Primes	Actions propres	Réserves consolidées	Résultat	Total part Groupe	Minoritaires	Total Capitaux Propres
Capitaux propres au 01/01/05	3 176 825	635	9 651	-422	-680	290	9 474		9 474
Affectation du résultat 2004					290	-290			
Stocks options					47		47		47
Actions propres				-2			-2		-2
Résultat au 31/12/2005						900	900		900
Capitaux propres au 31/12/05	3 176 825	635	9 651	-424	-343	900	10 419		10 419
Affectation du résultat 2005					900	-900			
Augmentation de capital	59 242	12	291				303		303
Remboursement prime d'émission			-59				-59		-59
Dividendes					-250		-250		-250
Stocks options					55		55		55
Autres					6		6		6
Actions propres				-630	-8		-638		-638
Résultat au 31/12/2006						301	301		301
Capitaux propres au 31/12/06	3 236 067	647	9 883	-1 054	360	301	10 137		10 137
Affectation du résultat 2006					301	-301			
Augmentation de capital	2 400	1	11				12		12
Remboursement prime d'émission			-4				-4		-4
Stocks options					55		55		55
Actions propres				-219	-14		-233		-233
Résultat au 31/12/2007						180	180		180
Capitaux propres au 31/12/07	3 238 467	648	9 890	-1 273	702	180	10 147		10 147
Affectation du résultat 2007					180	-180			
Réduction de capital		-57			57				
Remboursement prime d'émission									
Stocks options					60		60		60
Actions propres				1 257	-1 664		-407		-407
Autres					3		3		3
Résultat au 31/12/2007						1 214	1 214		1 214
Capitaux propres au 31/12/08	3 238 467	591	9 890	-16	-662	1 214	11 017		11 017

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Le bilan consolidé avant répartition du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2008 s'élève à 23 063 K€

Le compte de résultat consolidé de l'exercice, présenté par nature sous forme de liste, dégage un résultat opérationnel courant de 1 335 K€ et un résultat net de 1 214 K€

L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 01/01/2008 au 31/12/2008.

PRESENTATION DU GROUPE

La société SOFT COMPUTING SA, dont le siège social est 55, Quai de Grenelle 75 015 PARIS, et dont le numéro SIRET est 330 076 159 000 53 détient le contrôle exclusif de la société suivante :

SA SOFT COMPUTING MEDIA

Soft Computing est la société de référence dans la valorisation des données et leur transformation en performances. Elle offre des services de conseil, de technologie et de marketing services pour aider ses clients - Banque & Assurance, Distribution & VPC, Industrie, Services et Télécoms, Tourisme & Transport - à améliorer leur performance par la création et la mise en place de solutions business et technologiques basées sur la transformation d'informations en actions.

Soft Computing est cotée à Paris dans le compartiment C d'Euronext.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 10 mars 2009.

PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Nom des sociétés	% de contrôle 31/12/08	% intérêt 31/12/2008	% de contrôle 31/12/2007	% intérêt 31/12/2008	Méthode de consolidation
Soft Computing Technologie (*)			100,00%	100,00%	IG
Soft Computing Media (**)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	IG

FAITS CARACTERISTIQUES

Une transmission universelle de patrimoine de la filiale SOFT COMPUTING TECHNOLOGIES vers SOFT COMPUTING a été réalisée en date du 1er janvier 2008.

REGLES ET METHODES DE CONSOLIDATION

En application du règlement européen 16/06/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008 sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Il est précisé à ce titre que le Groupe n'a pas opté pour l'application anticipée de normes ou interprétations dont l'application n'était pas obligatoire à la date d'établissement des comptes annuels au 31.12.2008.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2008 sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos le 31 décembre 2007.

REGLES DE CONSOLIDATON

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle exclusif est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

Lorsque cela est nécessaire, des ajustements sont apportés aux états financiers des filiales afin que les méthodes comptables appliquées soient uniformes dans toutes les entités du groupe.

Les transactions, les soldes, les produits et charges intragroupes sont éliminés lors de la consolidation.

ESTIMATION DE LA DIRECTION

L'établissement de comptes consolidés, conformément aux règles édictées par les IFRS, implique que la direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses ayant une incidence sur l'information financière, le bilan et sur les montants portés aux comptes de produits et charges au cours de l'exercice.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Ces informations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des comptes portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite, des plans d'options d'actions, des impôts différés et des écarts d'acquisition.

INFORMATION SECTORIELLE

Le groupe SOFT COMPUTING ne publie pas d'information sectorielle, dans la mesure où la société est organisée autour d'une activité principale "Customer Relationship Management", et intervient essentiellement sur le territoire national. Cette activité recouvre plusieurs domaines, mais au niveau de la gestion et du management, ces domaines sont traités comme un seul secteur d'activité.

ACTIFS NON COURANTS

. Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition sont déterminés par différence entre le coût d'acquisition des titres (prix d'acquisition plus frais d'acquisition) et la quote-part de la juste valeur de la situation nette acquise.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, en l'absence d'indice de perte de valeur nécessitant une fréquence plus grande, la valeur du goodwill est testée chaque année.

La valeur actuelle des écarts d'acquisition est appréciée en fonction d'une approche multicritère (ratios utilisés par les analystes financiers du secteur tels que Valeur d'Entreprise / Chiffre d'Affaires, perspectives de rentabilité appréciées à partir des Discounted Cash Flow).

Lorsque cette valeur actuelle est inférieure à la valeur d'inventaire, il est constaté un amortissement exceptionnel des écarts d'acquisition.

Cette dépréciation est déterminée par référence à la valeur des flux de trésorerie actualisés (Discounted Cash Flow) fondée sur les hypothèses suivantes :

- Plan d'affaires à durée appropriée, établi par l'entité concernée, remis à jour lors de l'exercice budgétaire de fin d'année et présentant le chiffre d'affaires prévisionnel, le résultat opérationnel courant, le résultat net, le besoin en fonds de roulement et les investissements,
- Taux de croissance à long terme au-delà de l'horizon explicite,
- Coût moyen pondéré du capital,
- Table de sensibilité

. Immobilisations incorporelles

Conformément aux critères établis par la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", un actif est enregistré à l'actif du bilan s'il est probable que les avantages économiques futurs liés à l'actif iront au groupe.

Les immobilisations incorporelles comprennent :

- les frais de développement activés lorsqu'ils satisfont aux critères d'activation (génération d'avantages économiques futurs et coûts évalués de façon fiable)
- les concessions, brevets et droits assimilés (logiciels évalués à leur coût d'acquisition et amortis sur une durée d'un an)

. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée d'utilité de chaque immobilisation corporelle telle que précisée ci-après :

	Mode	Durée d'utilité
- Installations et agencements	Linéaire	5 à 10 ans
- Matériel de transport	Linéaire	4 ans
- Matériel informatique	Dégressif	3 ans
- Mobilier	Linéaire	7 à 10 ans

La valeur résiduelle des immobilisations à la fin de leur durée d'utilité est présumée nulle.

Conformément à la norme IAS 17 "Contrats de location", les biens acquis en location financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens ; le passif correspondant est enregistré au bilan en tant qu'obligation issue des contrats de location financement.

. Impôts différés

L'impôt différé est calculé, conformément à la norme IAS 12, sur les différences temporaires existant entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable et en utilisant les taux d'impôt adoptés ou quasiment adoptés à la date de clôture. Il est comptabilisé en actif non courant.

Les actifs et les passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Les pertes fiscales font l'objet de la reconnaissance d'un impôt différé à l'actif du bilan dans la mesure où il est probable que les bénéfices imposables futurs à court terme permettront leur imputation.

. Actifs financiers

Les autres actifs financiers correspondent principalement à des dépôts et cautionnements.

ACTIFS COURANTS

. Créances clients

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

. Autres actifs courants

Les éléments des autres actifs courants sont inscrits à leur coût historique ; une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'utilité est inférieure au coût d'entrée.

. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des soldes bancaires, des fonds de caisse, ainsi que des placements à court terme dans des instruments du marché monétaire. Ces placements, à échéance inférieure à trois mois, sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connus et ne sont pas soumis à un risque de changement significatif de valeur.

ACTIONS PROPRES

Les actions propres sont portées en déduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement en capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Conformément à la norme IAS 37, des provisions sont comptabilisées lorsque, à la date de clôture de l'exercice, il existe une obligation du groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Conformément à la norme IAS 19, le montant des engagements de retraite est calculé selon la méthode des unités de crédits projetés. Le passif social correspondant est égal à la somme des droits individuels acquis au jour du départ à la retraite auxquels sont appliqués les éléments suivants :

Convention collective	Bureaux d'études techniques
Age de départ à la retraite	65 ans
Actualisation financière	3% (déduction faite de l'inflation)
Augmentation des salaires	De 0,5% à 5% en fonction des tranches d'âge
Rotation du personnel	20% ou 10% ou 1,5% en fonction des tranches d'âge
Charges sociales	45%

La loi de financement de la sécurité sociale a apporté des modifications sur la situation de mise à la retraite d'un salarié à l'initiative de l'employeur. L'indemnité de départ à la retraite serait soumise à charges sociales.

Les modifications apportées par la loi de financement de la sécurité sociale ont été considérées comme un changement de régime. Ce changement de régime, évalué à 90 K€ au 31 décembre 2007 a été étalé sur la durée moyenne résiduelle d'acquisition des droits (IAS 19.96) , à savoir 30 années.

PASSIFS FINANCIERS

Les passifs financiers sont composés des concours bancaires, ainsi que de dettes financières diverses (avance conditionnée dans le cadre d'un projet, passif sur contrats de location).

AUTRES PASSIFS

Les éléments des autres passifs sont inscrits au bilan dès lors que l'obligation à la date de clôture et la sortie de ressources sont certaines et que l'échéance et le montant de la dette sont précis ou avec une faible incertitude.

PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES

Le chiffre d'affaires est calculé au prorata de l'avancement des travaux.

La facturation émise est donc ajustée en fonction du travail réellement effectué sur la période. Le pourcentage d'avancement résulte d'une analyse par contrat des journées d'intervention valorisées engagées par rapport au nombre total des journées nécessaires à la réalisation des prestations prévues au contrat.

Si l'avancement des travaux réellement effectués est inférieur au chiffre d'affaires émis, un ajustement est comptabilisé au passif dans un compte de produits constatés d'avance.

Si l'avancement des travaux réellement effectués est supérieur au chiffre d'affaires émis, un ajustement est comptabilisé à l'actif dans un compte de factures à établir.

Une provision pour perte à terminaison est comptabilisée lorsque le montant prévisionnel total des journées d'intervention valorisées sur l'ensemble du contrat est supérieur à la facturation totale prévue.

Les éléments ne satisfaisant pas aux critères de définition du chiffre d'affaires sont comptabilisés par compensation avec les charges engagées ; il s'agit des frais et des affranchissements refacturés sans marge aux clients.

AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels sont alimentés dans le cas où un évènement majeur intervenu pendant la période comptable est de nature à fausser la performance de l'entreprise. Il s'agit de produits et de charges inhabituels, anormaux, non récurrents et de montant particulièrement significatif, qui sont présentés de manière distincte dans le compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante et de permettre au lecteur des comptes de disposer d'éléments utiles dans une approche prévisionnelle des résultats, ceci conformément au principe de pertinence de l'information du § 8 du "IASB Framework".

RESULTAT PAR ACTION

Conformément à la norme IAS 33, le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action reprend ce calcul en intégrant en plus les effets qui résulteraient de la conversion de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives attribuées.

**NOTES RELATIVES AUX PRINCIPAUX POSTES
DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT
EN K EUROS**

**NOTE 1 : ACTIFS NON COURANTS
IMMOBILISATIONS**

Montants Bruts en K€	Valeur brute 31/12/06	Valeur brute 31/12/07	Augmen- tations de l'exercice	Diminu- tions de l'exercice	Valeur brute 31/12/08
Ecarts d'acquisition	5 463	5 463			5 463
Frais de développement	101	101			101
Autres immobilisations incorporelles	152	152	27	19	160
Immobilisations corporelles (1) (3)	1 552	1 757	227	45	1 939
Actifs financiers (2)	231	220	5		224
Impôts différés actifs (note 14)	436	295		295	0
TOTAL GENERAL	7 934	7 987	259	359	7 887
(1) dont crédit-bail	55	146	59		205
dont matériel bureau & informatique	888	727	46		773
dont mobilier	354	346	54		400
(2) dont dépôts et cautionnements	216	209	9		218

Le détail des écarts d'acquisition est le suivant :

	31/12/06	31/12/07	31/12/08
Soft Computing Technologies	4 201 K€	4 201 K€	4 201 K€
Statilogie	715 K€	715 K€	715 K€
Power ERP	547 K€	547 K€	547 K€
Total des écarts d'acquisition	5 463 K€	5 463 K€	5 463 K€

Au 31 décembre 2008 aucun indice de perte de valeur n'a été constaté.

Frais de développement :

Les coûts relatifs au développement d'un logiciel d'ASP dans le domaine de l'adresse ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2004 pour un montant de 32 K€. L'amortissement de la période s'élève à 3 K€.

Les coûts relatifs au développement d'un logiciel de « Marketing Factory » ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2005 pour un montant de 34 K€ L'amortissement de la période s'élève à 3.5 K€

Les coûts relatifs au développement d'une plate forme générique d'amélioration de la qualité et d'enrichissement de données "tiers" et services associés ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2006 pour un montant de 35 K€ Il a totalement été amorti en 2007 en raison des faibles perspectives de réussite commerciale du projet.

Contrats de location financement :

Les crédits baux retraités en consolidation concernent du matériel informatique.

Les contrats concernant le matériel informatique ont été souscrits en 2007 et en 2008. La valeur brute du matériel est de 167 K€ dont 60 K€ acquis en 2008. L'amortissement total est de 70 K€ dont 51 K€ sur la période et la valeur nette comptable est de 97 K€

Amortissements et Dépréciations en K€	Montants 31/12/06	Montants 31/12/07	Dotations de l'exercice	Diminutions	Montants 31/12/08
Frais de développement	20	69	13		82
Autres immobilisations incorporelles	148	152	17		169
Immobilisations corporelles (1) (3)	1 161	945	223		1 168
TOTAL GENERAL	1 328	1 165	253		1 418
(1) dont crédit-bail	55	57	51	39	69
dont matériel bureau & informatique	754	638	150	163	625
dont mobilier	199	181	31		212

Montants nets en K€	Montants nets 31/12/06	Montants nets 31/12/07	Montants nets 31/12/2008
Ecart d'acquisition	5 463	5 463	5 463
Frais de développement	82	34	19
Autres immobilisations incorporelles	4		14
Immobilisations corporelles (1)	391	812	811
Actifs financiers	230	220	225
Impôts différés actifs	436	295	
TOTAL GENERAL	6 606	6 824	6 532
(1) dont crédit-bail		89	97
dont matériel bureau & informatique	134	89	111
dont mobilier	133	165	188

NOTE 2 : ACTIFS COURANTS

Montants en K€	Montants 31/12/08	A un an au plus	Entre 1 an et 5 ans	A plus de 5 ans	Montants 2 007	Montants 2 006
Avances et acomptes	143	143			243	47
Clients et comptes rattachés	11 074	11 074			11 823	11 196
Personnel	94	94			200	148
Etat, taxes, impôts sur les bénéfices	379	379			619	546
Charges constatées d'avance	301	301			356	270
Autres actifs	180	180			26	144
Montants bruts	12 171	12 171			13 268	12 351
Dépréciation / créances clients	-198	-198			-129	-259
Montants nets	11 973	11 973			13 139	12 092

NOTE 3 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Les valeurs de placements de type OPCVM sont comptabilisées pour une valeur de 3 401 K€ qui est également leur valeur liquidative au 31/12/2008

Les soldes bancaires s'élèvent à 1 157 K€ (1 160 K€ à l'actif et 3 K€ au passif).

Montants en K€	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2008
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 445	2 503	4 560
Passifs financiers CT	-4	-4	-3
Total Trésorerie	2 441	2 499	4 557

NOTE 4 : STOCKS OPTIONS

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 février 2002 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat ou de souscription d'actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce premier plan, le Conseil d'Administration a attribué trois tranches :

Le 25 février 2002, le Conseil d'Administration a attribué une première tranche de 125 602 options au prix de souscription des actions de 5,12 € 8 900 options restent exerçables à ce jour.

Le 1^{er} avril 2003, le Conseil d'Administration a attribué une seconde tranche de 34 675 options au prix d'achat des actions de 4,59 € Une partie de ces options a été exercée au cours de l'exercice 2007. 11 250 actions restent exerçables à ce jour.

Le 10 février 2004, le Conseil d'administration a attribué une troisième tranche de 354 options au prix d'achat des actions de 4,69 € 354 actions restent exerçables à ce jour.

Le Conseil d'Administration a attribué toutes les options de ce premier plan.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 juin 2003 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat ou de souscription d'actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce second plan, le Conseil d'Administration a attribué deux tranches à ce jour :

Le 10 février 2004, le Conseil d'Administration a attribué une première tranche de 38 511 options au prix de souscription des actions de 4,69 € 20 111 actions restent exerçables à ce jour.

Parallèlement le 10 février 2004, le Conseil d'Administration a attribué 40 821 options au prix d'achat des actions de 4,69 € 24 571 actions restent exerçables à ce jour.

Le 7 avril 2005, le Conseil d'Administration a attribué une deuxième tranche de 87 500 options au prix de souscription des actions de 6,89 € 50 000 actions restent exerçables à ce jour.

Le Conseil d'Administration a encore la possibilité d'attribuer 369 options de ce second plan.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 mai 2005 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat ou de souscription d'actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce troisième plan, le Conseil d'Administration a attribué une tranche à ce jour :

Le 17 octobre 2007, le Conseil d'Administration a attribué une première tranche de 145 000 options au prix de souscription des actions de 3.88 € 132 500 actions restent exerçables à ce jour.

Le Conseil d'Administration a encore la possibilité d'attribuer 22 201 options de ce second plan.

Les stocks options ainsi attribuées peuvent être exercées au plus tôt quatre années après leur date d'attribution et au plus tard sept années après leur date d'attribution.

Les attributions d'options effectuées après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis au 1^{er} janvier 2005 ont fait l'objet d'une évaluation actuarielle conformément à la norme IFRS 2, sur la base du modèle de Black and Scholes.

L'attribution du 25 février 2002 n'a donc pas été prise en compte dans l'étude actuarielle.

L'évaluation du coût des plans d'options s'est faite sur la base des hypothèses suivantes :

Date d'attribution	01/04/03	10/02/04	07/04/05	17/10/07
Volatilité attendue	25 %	25 %	25 %	40 %
Dividendes attendus	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%
Taux d'intérêt sans risque	3,11%	3,33%	2,93%	4,17%
Probabilité de déchéance des droits	12 %	12 %	12 %	9 %
Prix d'exercice de l'option	4,59 €	4,69 €	6,89 €	3,88 €
Prix de l'action sous jacente	5,00 €	5,49 €	7,55 €	3,80 €
Coût global moyen des plans	29 K€	81 K€	109 K€	121 K€
Charges de l'exercice 2007	2 K€	20 K€	27 K€	6 K€
Charges de l'exercice 2008	0 K€	2 K€	27 K€	30 K€

Le total des charges de l'exercice 2008 s'élève à 60 K

NOTE 5 : ACTIONS PROPRES

Au 31 décembre 2008, la société SOFT COMPUTING détient 6 769 de ses propres actions destinées à être supprimées.

Actions propres	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2008
Quantité achetée pour stock-options	113 322	163 789	0
Quantité achetée pour annulation	9,30 €	0	6 769
Prix d'acquisition moyen en euros	1 054 K€	7,77 €	2,40 €
Montant total en K€	4 K€	1 273 K€	17 €
Frais de courtage en K€		4 K€	4 K€

Ces actions propres sont portées en déduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement en capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de la période.

NOTE 6 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Montants en K€	Montants 31/12/06	Montants 31/12/07	Dotations	Reprises (provisions utilisées)	Reprises (provisions non utilisées)	Montants 31/12/08
Provisions à long terme	538	443	141			584
Provisions à court terme	92	135	18	64	17	72
TOTAL	630	578	159	64	17	656

Le solde des provisions pour risques et charges au 31 décembre 2008 est principalement constitué à court terme de litiges prud'homaux et un litige commercial, et à long terme d'un risque lié à un litige avec l'Urssaf et de la provision pour engagements de retraite.

Au 31 décembre 2007, le montant des avantages au personnel s'élève à 346 K€ contre 205 K€ au 31 décembre 2008, hausse liée à une augmentation des salaires de près de 5%. Sensibilité des résultats au taux d'actualisation (+ et -1 point par rapport au jeu de base) :

	taux annuel d'actualisation		
	2,00%	3,00%	4,00%
	(-1 point)	(jeu de base)	(+ 1 point)
valeur actualisée de l'obligation (=engagement ou defined benefit)	430 €	346 €	276 €

NOTE 7 : PASSIFS FINANCIERS

Montants en K€	Montants 31/12/08	Courant	Non courant	Montants	Montants
				31/12/07	31/12/06
Dettes financières crédit bail	102	53	49	89	
Dettes financières diverses	240	240		240	240
Intérêts courus non échus					
Concours bancaires	3	3		4	4
Total	345	296	49	333	244

Les passifs financiers au 31 décembre 2008 sont composés, d'une dette correspondant aux contrats de location financement, d'une avance conditionnée reçue dans le cadre d'un projet de recherche, ainsi que des concours bancaires.

NOTE 8 : AUTRES PASSIFS

Montants en K€	Montants 31/12/08	Courant	Non Courant	Montants 31/12/07	Montants 31/12/06
Dettes sociales	4 163	4 163		4 004	4 020
Dettes fiscales	3 229	3 229		3 074	2 882
Produits d'avance	764	764		873	846
Avances et acomptes				93	121
Fournisseurs d'immobilisations				304	375
Autres passifs	178	178		209	1
Total	8 334	8 334		8 557	8 246

NOTE 9 : INFORMATION RELATIVE AUX REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

Les rémunérations allouées au 31 décembre 2008 aux dirigeants de la société consolidante et de ses filiales, y compris les 2 dirigeants administrateurs, s'élèvent à 766 K€ et concernent 6 personnes au total.

Au 31 décembre 2007 ces rémunérations s'élevaient à 802 K€ et concernaient 7 personnes.

Au 31 décembre 2006 ces rémunérations s'élevaient à 1 023 K€ et concernaient 9 personnes.

NOTE 10 : CHIFFRES D'AFFAIRES

Le Chiffre d'affaires de l'exercice 2008 s'élève à 36 618 K€ contre 34 526 K€ pour l'année 2007. Il se décompose ainsi :

	<u>Année 2006</u>	<u>Année 2007</u>	<u>Année 2008</u>
• Banque assurance	46 %	51 %	51 %
• Industrie	14 %	11 %	10 %
• Distribution / VPC	12 %	14 %	15 %
• Télécoms	16 %	13 %	11 %
• Transport / Tourisme	5 %	5 %	6 %
• Services	7 %	6 %	7 %

NOTE 11 : ACHATS CONSOMMES

Un reclassement à été effectué du poste « achats consommés » vers le poste « charges externes ». Le poste « achats consommés » était composé essentiellement des achats pour revente, prestation de services et biens confondus. L'affinage de l'affectation des différents achats au niveau du contrôle de gestion a conduit à les regrouper dans le poste « charges externes ».

Etat comparatif, si le changement de méthode avait été effectué dès 2006 :

COMPTE DE RESULTAT PAR NATURE (En K€)	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Achats consommés	-107	0	0
Charges externes	-7 960	-8 855	-7 778

NOTE 12 : CHARGES DE PERSONNEL

Montants en K€	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2008
Salaires et charges	23 044	23 321	25 722
Stocks options	55	55	60
Participation des salariés	36		
Total	23 135	23 376	25 782

NOTE 13 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels comprennent les éléments suivants :

Montants en K€	2006	2007	2008
Cession d'actifs / Sorties	-3 K€	- 92 K€	1 K€
Indemnités transactionnelles	-184 K€	- 586 K€	
Litige commercial			
Profit exceptionnel (droit de cession)			200 K€
Total des autres produits et charges opérationnels	-187 K€	- 678 K€	201 K€

NOTE 14 : COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

Les éléments financiers se décomposent comme suit :

Montants en K€	Année 2006	Année 2007	Année 2008
Produits nets de cessions des valeurs mobilières	59 K€	17 K€	96 K€
Intérêts et charges assimilées	-7 K€	- 4 K€	- 4 K€
Intérêts sur crédit bail (non cash)		- 3 K€	- 7 K€
Pertes financières			- 65 K€
Total du coût de l'endettement financier net	52 K€	10 K€	19 K€

NOTE 15 : IMPOTS SUR LES RESULTATS

La situation consolidée au 31 décembre 2008 fait apparaître une charge d'impôts exigible nulle et une charge d'impôt différé de 341 K€ soit une charge totale de 341 K€

Analyse des impôts différés :

Impositions différées (en K€)	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2008
Différences temporaires	-148	-272	-750
Reports fiscaux déficitaires (1)	584	567	559
TOTAL	436	295	-191

(1) : les reports fiscaux déficitaires résultant de l'acquisition de la société FrontCall ont été intégralement affectés en impôt différé actif.

	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2008
Reports fiscaux déficitaires résultant de Front Call	583	566	558
Autres reports fiscaux déficitaires	1	1	1
TOTAL	584	567	559

Preuve d'impôt (en K€)	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2008
Résultat consolidé avant impôt	527	328	1 555
Charge d'impôt théorique :	176	109	518
Impact des différences permanentes	16	20	14
Coût des stocks options non déductible	18	19	20
Autres	6		-211
Ecarts d'impôt entre taux d'impôt normal et taux d'impôt différé	10		
Charge d'impôt effective	226	148	341

NOTE 16 : RESULTAT PAR ACTION

Le résultat par action est calculé en prenant au dénominateur la totalité des actions émises nettes diminuée des actions propres.

Le résultat par action dilué est calculé en prenant au dénominateur le total des actions émises auquel est rajoutée la quantité des options de souscription et d'achat émises et non encore levées. Au 31 décembre 2008

, le calcul du résultat dilué par action n'inclut pas les actions qui seraient émises en cas de levée d'option de souscription et d'achat, le cours étant inférieur au prix de levée d'option de l'ensemble des plans.

	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2008	
Résultat net en K Euros	301	180	1 214	A
Nombre d'actions	3 236 067	3 238 467	2 955 948	B
Nombre d'actions propres	113 322	163 789	6 769	C
Résultat par action en Euros	0,10	0,06	0,41	A / (B-C)
Options de souscription et d'achat d'actions				
Coût des stocks options en K Euros	-55	-55	-60	D
Nombre net d'actions potentiellement dilutives	20 576	0	0	E
Résultat dilué par action en Euros	0,11	0,07	0,43	(A-D) / (B+E)

NOTE 17 : EFFECTIF MOYEN

	2006	2007	2008
Cadres	303	297	333
Employés	34	43	29
TOTAL	337	340	362

NOTE 18 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

<u>Engagements donnés</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>
- Locations immobilières à moins d'un an	669 K€	71 K€	778 K€
- Locations immobilières à plus d'un an et moins de cinq ans	425 K€		2 972 K€
- Locations immobilières à plus de cinq ans			
- Substitution de la technologie SOFTRULES à la technologie ILOG Non concurrence concernant la technologie SOFTRULES			

Facteurs de risque

1/ Risques clients

Une clientèle de grands comptes : Soft Computing cible pour l'essentiel une clientèle de grands et très grands comptes. Les risques de défaillance des clients sur ce segment sont donc limités.

- ❖ L'activité de conseil est rarement l'objet de contentieux client : par ailleurs, l'expérience du conseil a poussé Soft Computing, dès sa création, à mettre un accent particulier sur la qualité de

ses prestations, le respect des engagements pris avec les clients et la fidélisation. Dans ces conditions, les risques de litige sur des prestations sont limités.

- ❖ Un compte client déformé en décembre par la saisonnalité de la facturation : le groupe est soumis à la saisonnalité traditionnelle des activités de conseil aux entreprises : surpondération de la facturation au quatrième trimestre et plus particulièrement en décembre. Ce phénomène tend à gonfler le compte client à fin décembre, sans que ceci constitue un risque particulier pour le groupe.
- ❖ Une attention toute particulière est apportée en permanence à la gestion des comptes clients, grâce au respect des procédures internes permettant de réduire les délais de paiement.
- ❖ Un provisionnement prudent : les comptes clients sont scrutés mensuellement à la lumière des revues de projet et systématiquement provisionnés en cas de risque pressenti ou avéré. A fin décembre 2008, les provisions pour clients douteux s'élevaient à environ 1 % du compte client.

Balance âgée des comptes clients :

	Créances échues depuis moins de 6 mois	Créances échues depuis plus de 6 mois
2008	2 994	498
2007	3 032	404

2/ Risques de taux et de liquidité

Une trésorerie fortement positive placée en instruments de trésorerie : Le niveau de trésorerie est largement positif (4,5 M€ à fin décembre 2008), la société ne fait pas appel à l'emprunt bancaire et n'utilise pas ses lignes de concours courants. Les seules dettes au bilan sont une avance non indexée conditionnée reçue dans le cadre d'un projet (0,2 M€) et une dette correspondant aux contrats de location financement (0,1 M€). Toute hausse de taux aurait un impact positif sur le résultat financier.

3/ Risques sur affaires en cours

Les risques sur affaires en cours concernent les contrats au forfait à cheval sur deux exercices. Ceux-ci ont fait l'objet d'une comptabilisation à l'avancement audité par les Commissaires aux Comptes sur la base des éventuels dérapages constatés sur les planifications du reste à faire à fin janvier. Fin 2008, la facturation et l'avancement réel des travaux sont globalement en phase.

4/ Risques liés à la politique d'assurance

Dans le cadre de son activité, Soft Computing a souscrit toutes les polices d'assurance habituelles relatives à son activité : en particulier, les dommages engageant la responsabilité civile d'exploitation de Soft Computing sont couverts à hauteur de 6,1 M€ pour les dommages corporels, et 0,8 M€ pour les dommages matériels. La responsabilité civile professionnelle couvre tous dommages à hauteur de 0,8 M€

Depuis sa création, ni Soft Computing a eu à faire appel à sa police d'assurance responsabilité civile uniquement au début de l'année 2009.

Le coût global des primes d'assurances est d'environ 50 K€ et les franchises sont négligeables.

5/ Risques liés au départ d'hommes clés

La dimension humaine de l'entreprise et sa structure de gestion des ressources humaines sont des gages de stabilité des équipes, et notamment des hommes clés.

Cependant, dans l'hypothèse où des personnes clés venaient à quitter l'entreprise, le groupe pourrait subir une baisse de chiffre d'affaires liée à la perte de relations privilégiées avec certains clients. Cette baisse de chiffre d'affaires pourrait alors avoir un impact sur la rentabilité du groupe.

6/ Risques de marché

Les disponibilités de Soft Computing sont systématiquement placées en instruments monétaires à court terme qui ne présentent aucun risque de marché. Cependant, le groupe SOFT COMPUTING disposait 31 décembre 2007 de placements monétaires qui se trouvaient être à risque contre toute attente, pour une valeur de 72 K€ nets. En effet, au cours de l'année dernière, Oddo a annoncé à ses clients, dont Soft Computing, que les placements sur le fonds monétaire dynamique « Oddo cash arbitrage » était devenu à risque en raison de la crise des subprimes. Soft Computing n'avait pas l'information que son placement monétaire était à risque. Ce dossier a été réglé dans le courant de l'année 2008.

7/ Risque lié à la concurrence

Le positionnement de spécialiste vertical de Soft Computing protège le groupe de ces principaux concurrents qui, positionnés horizontalement, sont moins pertinents dans leur réponse au marché et, moins pointus, sont plus exposés aux retournements de cycles.

Cependant, la tendance à la concentration des fournisseurs référencés chez les grands comptes, clientèle traditionnelle du groupe, pourrait amener certains clients à préférer des prestataires plus importants en taille, bien que moins spécialisés, à des spécialistes pointus mais dont la taille est insuffisante pour générer un volume d'achat significatif à leur échelle. Cette situation, si elle s'avérait, pourrait avoir un impact sur les prix, donc sur la rentabilité du groupe, voire sur le chiffre d'affaires.

8/ Risque lié à la délocalisation offshore

Les délocalisations touchent de plus en plus les services informatiques. Cette évolution vers la délocalisation offshore ne concerne pas le conseil et les opérations de Soft Computing qui nécessitent une proximité culturelle et physique au client. Pour la partie « technologie » qui représente près de 64 % de l'activité du groupe, les activités au forfait, pourraient à terme être confrontées à une concurrence offshore à bas prix. Dans une telle hypothèse, les prix seraient tirés à la baisse et pourraient impacter négativement l'activité et la rentabilité du groupe sur un peu plus de 15 % de son périmètre actuel.

9/ Risque lié aux évolutions technologiques

Soft Computing délivre des prestations. Le rythme actuel, relativement lent depuis 5 ans, d'évolutions technologiques est un facteur de croissance pour Soft Computing :

- elles induisent un surcroît de travail pour assurer les migrations,
- elles tirent les activités de conseil liées aux choix d'outils.

Cependant, le capital connaissance des équipes de Soft Computing, notamment sur les offres technologiques, constitue le levier de la croissance et de la rentabilité. Une rupture technologique majeure et mal anticipée par le groupe pourrait induire un décalage entre les savoir-faire disponibles dans les équipes et la demande du marché. Dans cette hypothèse, le chiffre d'affaires et la rentabilité se verraient affectés.

10/ Risque lié à la croissance

Soft Computing a démontré sa capacité à maîtriser sa croissance dans les périodes de fortes croissances (internes et externes), grâce à une structure d'accueil toujours adaptée en avance aux prévisions budgétaires.

La structure actuelle de Soft, les procédures de fonctionnement et les outils de pilotage permettent d'absorber facilement cette croissance :

- ❖ Recrutement : la direction des Ressources Humaines est calibrée pour recruter à un rythme supérieur à celui constaté en 2008.
- ❖ Pilotage : le système et les procédures de contrôle de gestion projet ont été encore améliorés en 2008. Dans le cadre de la mise en place du système qualité et d'un nouveau système de gestion, l'ensemble du management dispose de toutes les données relatives à chaque projet. Cette information hebdomadaire permet d'anticiper les risques projet très en amont.

Cependant, si la demande venait à se redresser plus brutalement que prévu, l'impact pourrait être pour le groupe un ralentissement de sa propre croissance, voire une décroissance de l'activité, à la suite de deux phénomènes : une tension soudaine sur le marché de l'emploi et une augmentation soudaine et forte des démissions qui perturberaient la production.

11/ Autres risques

Les autres risques, listés ci-dessous, ne sont pas significatifs :

- ❖ Risques de garantie : néant, car aucun contrat d'ingénierie au forfait n'a été livré dans les trois mois précédents la clôture de l'exercice.
- ❖ Risques de change : néant, car la quasi-totalité des factures émises est en euros.
- ❖ Risques sur instruments dérivés : néant, car le groupe n'utilise pas d'instruments dérivés.
- ❖ Risques liés aux acquisitions futures : néant, car aucun engagement non finalisé n'a été pris au cours de l'exercice 2008, ni au cours du premier semestre 2009, pour des acquisitions potentielles en 2009.
- ❖ Risques industriels et environnementaux : néant, car le groupe exerce exclusivement des activités de services.
- ❖ Risques réglementaires : néant.

NOTE 19 : VARIATIONS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

Montants en K Euros	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2008
Clients et comptes rattachés	10 937	11 695	10 877
Autres actifs	1 155	1 444	1 095
Fournisseurs et comptes rattachés	-1 886	-2 851	-2 519
Autres passifs hors dette sur acquisition des filiales et immobilisations	-7 870	-8 253	-8 176
Besoin en fonds de roulement	2 336	2 035	1 277
Régularisations	-8	6	-8
Variation du besoin en fonds de roulement initial	-1 003	307	750
Impact des sociétés acquises			
Clients et autres actifs à la date d'entrée dans le périmètre	672		
Fournisseurs et autres passifs à la date d'entrée dans le périmètre	-716		
Incidence des variations de périmètre	-44	0	0
Variation du besoin en fonds de roulement final	-1 047	307	750

NOTE 20 : INCIDENCE DES VARIATIONS DE PERIMETRE

Montants en K Euros	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2008
Coût d'acquisition des filiales	-676		
Trésorerie des filiales acquises	173		
Variation de la dette sur acquisition des filiales	-55	-71	-159
Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie	-558	-71	-159

NOTE 21 : INFORMATION RELATIVE AUX HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

	SEREC AUDIT				GRANT THORNTON			
	Montant		%		Montant		%	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
AUDIT								
Commissariat aux comptes, Certification, examen des comptes individuels et consolidés	42 000	46 400	91%	106%	20 000	21 000	95%	111%
Missions accessoires								
Sous-total	42 000	46 400	91%	106%	20 000	21 000	95%	111%
AUTRES PRESTATIONS								
Juridique, fiscal, social								
Technologies de l'information								
Audit interne								
Autres (à préciser si > 10% des honoraires d'audit)								
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	42 000	46 400	42 000	100%	20 000	21 000	20 000	100%

NOTE 22 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Une transmission universelle de patrimoine de la filiale SOFT COMPUTING MEDIA vers SOFT COMPUTING a été réalisée en date du 1er janvier 2009.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008 sut:

- le contrôle des comptes consolidés de la société **SOFT COMPUTING**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

- Le principe de suivi de la valeur des écarts d'acquisition est exposé dans le chapitre « règles et méthodes de consolidation » des notes aux états financiers. Nous avons vérifié le bien fondé et la correcte application de la méthodologie mise en œuvre, apprécié le caractère raisonnable des données et des hypothèses utilisées et vérifié que les notes aux états financiers donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous indiquons par ailleurs que, postérieurement à la date d'arrêté des comptes, la société a sollicité le bénéfice d'un crédit d'impôt recherche dont la comptabilisation interviendra sur exercice 2009.

Paris, le 5 mai 2009

Serec Audit

**Grant Thornton Membre
français de
Grant Thornton International**

Benoit Grenier

Jean-Pierre Cordier